

---

M É M O I R E S

DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE

BRETAGNE

---

TOME XCV • 2017

ACTES DU CONGRÈS  
DE QUIMPERLÉ

Jean-Paul SÉNÉCHAL

Un Front populaire en demi-teinte :  
Quimperlé de 1934 à 1938

QUIMPERLÉ ET SON PAYS

CHANT ET PRATIQUES CULTURELLES EN BRETAGNE

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

CHRONIQUES DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE BRETAGNE

---



## Un Front populaire en demi-teinte : Quimperlé de 1934 à 1938

Le Front populaire est généralement associé, dans la conscience collective, à une victoire électorale des gauches, à une grève générale d'une ampleur inégalée et surtout à des acquis sociaux comme les congés payés. Pourtant, dans le Finistère, la situation est en apparence toute autre, paraissant conforter l'image d'une Bretagne<sup>1</sup> « rurale, catholique, conservatrice et de droite<sup>2</sup> » : les droites y remportent une victoire incontestable et la grève y est très minoritaire dans le monde ouvrier dont la catégorie la plus importante, celle des ouvriers agricoles, est restée particulièrement silencieuse malgré des conditions d'existence souvent misérables, alors que, dans le monde ouvrier urbain, la crise<sup>3</sup> n'a pas favorisé les revendications sociales.

Au-delà de cette vue d'ensemble, l'approche du Front populaire par le bas, à l'échelle d'une ville de taille moyenne entourée de campagnes comme Quimperlé<sup>4</sup>, où le tissu industriel n'est que peu développé – quelques entreprises dépassent la centaine de salariés : les papeteries Mauduit (600), une usine de fabrication de matériel agricole qui en employait 350 en 1927 et la Société Métallurgique Merrien (entre 120 et 130)<sup>5</sup> –, est riche d'enseignements et permet de compléter et de nuancer un tableau plus général<sup>6</sup>.

---

1. Pour une synthèse récente sur le Front populaire en Bretagne, Christian BOUGEARD, « Le Front populaire en Bretagne : une mise en perspective », dans Erwan LE GALL et François PRIGENT (dir.), *C'était 1936. Le Front populaire vu de Bretagne*, Rennes, Éditions Goater, 2016, p. 19-55.

2. *Id.* p. 19.

3. La crise a des répercussions évidentes sur l'emploi comme l'illustre, à Quimperlé, la progression du nombre de chômeurs secourus : 24, au 1<sup>er</sup> janvier 1934, 87, un an plus tard et 90, au 1<sup>er</sup> janvier 1936.

4. Quimperlé compte 9 335 habitants recensés en 1936, ce qui la place en huitième rang dans le département. Sa population a progressé légèrement depuis la fin de la Première Guerre mondiale et a gagné 300 habitants depuis le début du siècle, contrairement à Douarnenez qui la précède dans ce classement et qui en a perdu 2 300.

5. Statistique générale de France, 1936 et Arch. dép. Finistère, 10 M 68, 13 mars 1937, commissaire de police de Quimperlé.

6. Je me permets de renvoyer à mon ouvrage, SÉNÉCHAL, Jean-Paul, *Finistère du Front populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, à paraître. Il est issu d'une thèse de doctorat soutenue en novembre 2015 à l'Université de Bretagne occidentale, sous la direction de Christian Bougeard.

C'est dans un climat économique et social tendu que s'ouvre la première phase du « moment »<sup>7</sup> Front populaire. Notre approche chronologique nous permet d'évoquer, dans un premier temps, la montée de la politisation à travers l'antifascisme jusqu'aux élections législatives, puis nous verrons comment le temps des grèves a été vécu dans la ville et quelles en ont été les conséquences sur les appareils partisans. Nous examinerons enfin de quelle manière la contre-offensive des forces adverses est venue à bout de la persistance des grèves.

## La première phase : de février 1934 aux élections législatives

### *L'affirmation de l'antifascisme*

L'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933, véritable « onde de choc »<sup>8</sup>, donne un coup d'accélérateur à l'activité des ligues comme aux réactions antifascistes. C'est dans ce contexte que le scandale lié à l'affaire Stavisky éclate en donnant l'occasion aux organisations d'extrême-droite de développer une stratégie de la tension. Alors que Daladier se présente devant la Chambre le 6 février, les émeutes autour du palais Bourbon font quinze morts et plus de 1 400 blessés. Le 9, Parti communiste (Pc) et Confédération générale du travail unitaire (CGTU) contremanifestent. Deux jours auparavant un appel à la grève générale a été lancé par la Confédération générale du travail (CGT) pour le 12 février. Cet appel est soutenu par la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), puis par le Pc et la CGTU qui appelle également à la grève le même jour.

Dans le département, plusieurs réunions sont organisées le 11 pour préparer la mobilisation du lendemain. Celle de Quimperl attire 350 personnes pour y entendre les discours de L'Haridon, syndicaliste enseignant, Le Griguer, directeur de l'école primaire, et Moren, adjoint au maire, responsable local de la Ligue des droits de l'Homme (LDH). Le maire de tendance radicale, Alain Le Louédec, s'est fait excuser. Mais le lendemain, aucune initiative ne voit le jour. La mobilisation quimperloise apparaît alors bien timide par rapport à ce qui s'observe à Brest, Morlaix ou Pont-l'Abbé. C'est d'ailleurs ce que confirment les résultats de l'appel national à la grève : elle est ici peu suivie. Seules sont fermées l'école primaire et l'usine Savary, Rivière et C<sup>ie</sup>. Et encore... Cette usine est habituellement fermée le

---

7. Le terme « moment » renvoie à une approche chronologique plus large que la temporalité stricte de l'événement. « Le moment 68 » est une expression largement reprise dans différentes approches d'une autre grève de grande ampleur. Voir par exemple : ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, *Le moment 68 : une histoire contestée*, Paris, Fayard, 2008, 320 p.

8. VIGREUX, Jean, *Le Front populaire*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2011, p. 7.

lundi ; elle a été exceptionnellement ouverte sur demande des ouvriers pour qu'ils puissent faire grève<sup>9</sup>. *La Dépêche de Brest* précise que tout fonctionne en ville à l'exception de l'école.

S'ouvre ensuite, dans le département, une période d'intenses mobilisations qui s'appuient sur une activité militante renaissante. Les débuts hésitants de la phase de mobilisation locale sont rapidement contrebalancés par le bouillonnement militant observé partout et qui, en retour, stimule les énergies, y compris là où elles faisaient défaut. Les meetings se succèdent. Des comités se créent, fournissant ainsi un terreau favorable à la fois à un désir de politique et à un sentiment unitaire puissant que les organisations doivent bientôt prendre en compte. La fusion de la CGTU et de la CGT, effective dans le département le 8 décembre 1935, participe largement de ce sentiment unitaire.

La population urbaine se mobilise de plus en plus et la fréquentation des meetings en rend bien compte dans l'ensemble du Finistère. Quimperlé n'échappe pas à cette ambiance générale. Ainsi 800 personnes assistent-elles à une réunion antifasciste le 9 février 1935 pour le premier anniversaire des mobilisations de l'année précédente<sup>10</sup>. Ce meeting est organisé par le Comité de défense laïque (CDL), la LDH, la SFIO, le PC, le Parti radical-socialiste, la CGT et la CGTU. La présence de Pierre Guéguin, le conseiller général communiste de Concarneau, futur maire de la ville, aux côtés de François Cadoret, le député radical-socialiste, et de Jean-Louis Rolland, le maire de Landerneau, représentant la Fédération socialiste, symbolise ce puissant courant unitaire, véritable colonne vertébrale de la montée en puissance du mouvement social.

C'est sur ce terreau que se construisent au cours de l'année 1935 des comités de Front populaire dans le département. Vingt-sept voient le jour. Dans l'arrondissement de Quimperlé, les CDL sont à l'origine de la création de tous les comités, à Quimperlé, Bannalec, Moëlan-sur-Mer et Riec-sur-Belon<sup>11</sup>. L'anticléricalisme se conjugue facilement ici avec l'antifascisme. Lors du meeting du 9 février 1935, les orateurs dénoncent à la fois les Croix de feu, désignant nommément leurs représentants locaux, les dorgéristes ainsi que « le péril clérical<sup>12</sup> ». Dans un certain nombre de cas, c'est le comité de défense laïque qui sert de comité antifasciste. La Fédération finistérienne est alors une des plus dynamiques et des plus importantes de France en termes d'adhésions.

Cet amalgame entre cléricalisme et fascisme s'est nourri d'un épisode tumultueux à l'orée du « moment » Front populaire. En fin d'année 1933, les CDL avaient

9. *La Dépêche de Brest*, 13 février 1934.

10. *Le Breton socialiste*, 22 février 1935.

11. *Ibid.*, 27 octobre et 30 novembre 1936.

12. *La Défense laïque*, mars 1935.

organisé une tournée théâtrale avec la troupe parisienne de Jules Sédillot pour présenter la pièce anticléricale d'Yves Le Febvre, *La terre des prêtres* (1924). Cette pièce, drame en trois actes, est jugée par la hiérarchie catholique comme une véritable provocation<sup>13</sup>.

L'anticléricalisme populaire étant toujours très vivace, la troupe obtient un succès incontestable. Les cléricaux tentent de s'opposer à chaque fois aux représentations par la force. Presque toutes les représentations tournent au pugilat avec les militants de la Fédération nationale catholique ou des organisations de jeunesse, Jeunesse agricole catholique (JAC) et Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Lors de la représentation de Quimperlé en novembre 1933, une centaine de jeunes militants catholiques lancent des boules puantes. Les laïques ripostent. Des coups de poing sont échangés. Malgré tout, la pièce peut être jouée après que les perturbateurs ont été chassés<sup>14</sup>. Les bagarres parfois violentes autour de cette tournée théâtrale – incidents qui se poursuivent en 1934 et 1935 – ont renforcé l'idée chez de nombreux militants que fascisme et cléricanisme ont partie liée.

### *Les élections législatives : le basculement*

La circonscription de Quimperlé<sup>15</sup> passe à droite lors des élections législatives. Ce basculement reflète bien la situation du département à rebours des tendances nationales. Louis Monfort, syndicaliste paysan et agrarien revendiqué, l'emporte au second tour, remettant ainsi en cause une domination radicale bien installée. Mais cette victoire d'une droite agrarienne n'a été rendue possible qu'au travers d'une triangulaire. François Cadoret, le député radical-socialiste sortant, maire de Riec-sur-Belton et conseiller général de Pont-Aven adoubé par le comité de Front populaire, s'est maintenu face à Alain Le Louédec, maire et conseiller général de Quimperlé, fils de l'ancien député radical-socialiste devenu sénateur en 1930.

Alain Le Louédec s'est présenté comme républicain de gauche indépendant<sup>16</sup> après s'être vu refuser l'adhésion au comité local de Front populaire. Il s'en plaint

---

13. Elle a pour cadre le Léon et met en scène une famille de riches paysans, les Abjean. Leur fille, Marc'harit, tombe malade ; le médecin appelé à son chevet découvre qu'elle attend un enfant. Son frère, l'abbé Yves Marie, arrive à lui faire avouer l'inavouable : le père de l'enfant est l'abbé Stephen. Pour étouffer le scandale qui dérange à la fois la famille et l'Église, Yves Marie oblige sa sœur à épouser Lomick, le valet de la ferme, une brute alcoolique. « Tous s'inclinent, même le docteur Moreau, car c'est ici la terre des prêtres. Le clergé y est tout puissant et tout est subordonné aux intérêts de l'Église et de la religion ». Dramatique est le dénouement : le soir des noces, Lomick, ivre, tue sa belle-mère d'un coup de couteau. *La Défense laïque*, mars 1933.

14. *Le Breton socialiste*, 2 décembre 1933.

15. La circonscription recouvre les cantons d'Arzano, Bannalec, Pont-Aven, Quimperlé et Scaër, soit l'ancien arrondissement de Quimperlé.

16. *L'Écho de Bretagne*, 17 avril 1936.

d'ailleurs dans ses réunions publiques et dans son hebdomadaire de tendance républicaine, *L'Écho de Bretagne* :

« Lorsque publiquement, à la réunion organisée sous les halles, j'ai accepté le programme du Front populaire et ai invité tous mes amis à y adhérer, je savais parfaitement bien ce qui allait se passer. Je venais de jeter la pierre dans la mare à grenouilles. »

Et il explique que le comité local de Front populaire est composé uniquement de socialistes et de communistes. Et tous seraient des employés de l'État. Il conclut ainsi :

« Il ne suffit pas d'être laïque pour être Front Populaire, ni d'être de gauche, il est nécessaire à Quimperlé d'être communiste ou socialiste-communisant. C'est la raison pour laquelle le Front Populaire a ordre de me combattre<sup>17</sup>. »

De fait, le député radical-socialiste sortant se trouve en concurrence avec le maire de Quimperlé. Deux candidatures, l'une socialiste et l'autre communiste, viennent compléter le tableau ainsi que celle, anecdotique, d'un « Républicain socialiste ».

À droite, plusieurs associations et syndicats paysans ont choisi Louis Monfort pour représenter leurs intérêts et le font savoir par un appel aux électeurs. Les signataires de cet appel sont « Les Présidents des Associations Agricoles, la Chambre Syndicale des Agriculteurs de l'arrondissement de Quimperlé, les membres des Conseils d'Administration des Filiales du Syndicat des Agriculteurs ». L'hebdomadaire cléricale qui le soutient, *L'Union agricole et maritime*, précise les motivations du candidat :

« À la suite de nombreuses sollicitations de ses amis et en particulier des diverses associations agricoles de l'arrondissement de Quimperlé, qui tenaient absolument à pouvoir voter français et paysan et à ne pas porter leurs suffrages sur les valets de Moscou, M. Louis Monfort a répondu présent<sup>18</sup> ! »

Il est directement sollicité par les instances professionnelles agricoles de son secteur pour présenter un programme agrarien et corporatiste. Nous l'avons de ce fait classé parmi les quatre candidats agrariens du département<sup>19</sup>. Qu'il s'inscrive ensuite au groupe Union républicaine démocratique (URD) ne change pas la question de la perception de sa candidature dans l'électorat de la circonscription de Quimperlé. Non seulement il se déclare candidat paysan – il l'est lui-même –, mais il est également investi dans l'appareil agrarien, au travers de responsabilités syndicales dans une circonscription qui fait partie des terres propices au dorgérisme.

17. *Ibid.*, 24 avril 1936.

18. *L'Union agricole et maritime*, 3 avril 1936.

19. Pierre Uchard face à Paul Simon à Brest 2, seul candidat officiel des comités de défense paysanne ; Jean-Louis Yvonou à Quimper 1 ; Louis Larvol à Châteaulin 1.

Lors du précédent scrutin, en 1932, aucun candidat ne s'était présenté à droite, la défaite en 1928 du démocrate-populaire, Victor Balanant, ayant lourdement pesé. La candidature de Monfort en 1936 a comme première conséquence de réduire l'abstention ainsi que le nombre de bulletins blancs ou nuls.

À l'issue du premier tour, le 26 avril 1936, Monfort arrive en tête dans l'ensemble des communes de la circonscription. Avec 5 753 voix, il dépasse Le Louédec, arrivé en second avec 4 609 suffrages, alors que le député sortant, candidat du Front populaire, se contente de la troisième place. Cadoret n'a en effet pu recueillir que 3 922 voix. Pour autant, en additionnant les résultats de ses deux autres candidats (SFIO : 589 voix et Pc : 738 voix), le Front populaire pouvait arithmétiquement espérer battre l'agrarien. Il faut cependant que Le Louédec se désiste, ce qu'il ne fait pas puisqu'il est arrivé second de ce premier tour.

Le Louédec obtient un score<sup>20</sup> sans appel à Quimperlé, rendant ainsi aléatoire une victoire du Rassemblement populaire. *L'Écho de Bretagne* rappelle, entre les deux tours, qu'Alain Le Louédec et François Cadoret ont promis devant 3 500 personnes, lors du dernier meeting électoral, de se désister en faveur du candidat arrivé en tête. Le journal de Le Louédec ajoute :

« Républicains, à vous de juger, en maintenant sa candidature, Cadoret fait le jeu de Monfort ; Cadoret fait le jeu de Boisanger<sup>21</sup> et des fascistes<sup>22</sup>. »

À l'issue du second tour le 3 mai, Monfort obtient 6 092 suffrages sur l'ensemble de la circonscription, améliorant de 339 voix son score. Le Louédec avec 5 670 voix en obtient 1 061 de plus et Cadoret, avec 4 301, en gagne 379. Le candidat du Front populaire n'a pas réussi à récupérer l'ensemble des voix du Front populaire dont une partie a bénéficié à Le Louédec.

La défaite est amère pour les radicaux socialistes du département qui essayent, à la lecture des résultats, de préparer l'avenir, en constatant que Le Louédec a bien devancé Cadoret. *Le Citoyen*, hebdomadaire du radicalisme sud-finistérien, ne veut pas trancher entre les deux candidats :

« À Quimperlé, le réactionnaire Monfort triomphe de Cadoret et Le Louédec désunis. Nous ne voulons pas en dire plus. Et voilà dans quel piteux état se trouve cette circonscription qui fut, il n'y a pas bien longtemps, la meilleure du département. »

Il est reproché à Le Louédec de s'être présenté comme indépendant de gauche et de ne pas assumer l'héritage paternel :

20. 1 403 voix, contre 320 à Monfort, 205 à Cadoret, 47 à Daeron de la SFIO, 79 à Lancien du Pc et 7 au républicain socialiste.

21. Augustin de Boisanger est le président du syndicat agricole de Quimperlé.

22. *L'Écho de Bretagne*, 1<sup>er</sup> mai 1936.

« Et pourquoi Le Louédec ne se proclamait-il pas radical-socialiste comme son père ? C'est le nom respecté de son père qui l'a tiré du néant. Pourquoi rougir d'arborer à son tour une cocarde paternelle que ce dernier portait fièrement à son chapeau ?<sup>23</sup>. »

C'est cependant oublier que la concurrence entre les deux candidats interdisait cette solution.

Les cléricaux, de leur côté, mesurent bien l'impact du mouvement paysan en évoquant l'élection de Montfort à Quimperlé :

« Son élection, facilitée il est vrai par la division de ses adversaires de gauche, montre combien était profond le mouvement paysan dans le Finistère et combien avaient été imprudents ceux qui en avaient méconnu l'élan et la puissance. La victoire de Monfort sur Le Louédec et Cadoret [...] est la victoire du paysan sur le politicien<sup>24</sup>. »

La politisation des campagnes a rendu le monde paysan réceptif au discours corporatiste porté par les Comités de défense paysanne. Appuyé sur le métier et la famille, le modèle corporatif prôné par Dorgères n'est pas sans pouvoir de séduction sur les masses paysannes, tant il pose l'appartenance professionnelle comme vecteur privilégié d'intégration politique<sup>25</sup>. Cette politisation des campagnes observable dans l'ensemble du Finistère n'est pas l'apanage exclusif des dorgéristes. Dans le Trégor, le mouvement paysan socialiste est le vecteur sur lequel s'appuie un autre paysan animateur de ce mouvement, Tanguy Prigent lui aussi élu. Ces candidats ont recueilli les voix paysannes parce qu'ils le sont eux-mêmes. En tout cas, il est évident que l'agitation agrarienne a joué dans les résultats de ces élections.

Les scores de Monfort sont élevés, mais ce n'est pas pour autant un raz-de-marée dans un secteur pourtant particulièrement sensible aux thèses dorgéristes. Ce basculement de la circonscription s'ajoute à la défaite du Front populaire dans celle de Quimper 1. Là, le communiste Pierre Guéguin, arrivé en tête des candidats du Front populaire, est devancé au second tour par le candidat de droite (URD), Hervé Nader, qui a bénéficié lui aussi du maintien du candidat radical-socialiste au second tour. Ces résultats tempèrent l'impression de raz de marée réactionnaire dans le département. Certaines victoires des droites ont été rendues possibles, comme à Quimperlé, par des refus de désistements.

23. *Le Citoyen*, 7 mai 1936.

24. *Le Progrès du Finistère*, 9 mai 1936.

25. BENSOUSSAN, David, « Mobilisation paysanne et sociabilités rurales : le mouvement dorgériste en Bretagne », dans Annie ANTOINE et Julian MISCHI, *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 207.

## Deuxième phase : l'irruption des grèves et la transformation des appareils partisans

### *Les grèves*

L'origine et la chronologie générale des grèves du printemps 1936 sont maintenant bien connues. Les 11 et 13 mai, un arrêt de travail affecte l'usine Breguet au Havre et l'usine Latécoère à Toulouse. Dans les deux cas, les grévistes protestent contre le licenciement de collègues qui avaient chômé le 1<sup>er</sup> mai. Leur victoire entraîne d'autres mouvements qui se généralisent entre le 25 mai et le 1<sup>er</sup> juin. Cette première vague est assez puissante pour pousser le patronat à rencontrer la CGT à l'initiative de Léon Blum. Les accords « Matignon » sont signés dans la nuit du 7 juin. Le mouvement de grève, au niveau national, atteint son acmé dans la semaine du 8 au 12 juin. À cette seconde vague succède une troisième fin juin début juillet.

Dans le Finistère, le tempo est quelque peu décalé. Une première grève, qui présente toutes les caractéristiques des grèves du « moment » Front populaire, touche précocement le secteur du bâtiment dans le Pays bigouden le 5 mai. Cet épisode reste isolé pendant quatre semaines et demeure symptomatique d'une combativité renaissante. La première vague de grève se déclenche en fait à partir du 9 juin, au cœur de la seconde vague nationale.

Le milieu ouvrier de Quimperlé ne s'inscrit dans la dynamique en cours qu'à deux occasions. La première concerne l'usine Merrien qui est bloquée pendant deux jours les 15 et 16 juin, c'est-à-dire dès le début des grèves dans le département. 130 salariés hommes et femmes y participent, entraînés par le mouvement qui a touché les conserveries et les usines de fabrication de boîtes de conserve dans les ports de Penmarc'h-Saint-Guérolé et à Concarneau. Toutes les usines du sud du département n'ont pas été impliquées : certains patrons ont accordé d'office et préventivement les augmentations prévues par les accords Matignon, comme à Douarnenez. Les grèves débutent le 12 dans les ports cités. Le 15, c'est au tour de Quimper et de Quimperlé. Ici la grève se déploie de manière mimétique dans la corporation. Dans d'autres cas, parfois de manière concomitante, la grève s'installe dans une ville et concerne toutes les branches professionnelles. C'est, par exemple, ce qui s'est passé à Morlaix à partir du 29 juin, le lendemain de la manifestation organisée pour fêter l'élection de Tanguy Prigent.

*La Dépêche de Brest* pourtant habituellement peu empathique devant l'agitation ouvrière explique, en parlant des personnels de l'usine Merrien, qu'ils sont restés toute la journée dans l'usine, sans évoquer le fait qu'il s'agit d'une grève avec occupation, et précise que « l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner ». Comme le conflit se poursuit après les horaires habituels de travail, on y observe ce qui se retrouve alors dans la majorité des occupations d'usine : les femmes quittent les ateliers le soir, quelques hommes restants seuls, « principalement des manœuvres ».

Dans la journée, une délégation est reçue en mairie par le maire Alain Le Louédec, en même temps que le patron, M. Merrien.

Cette grève très courte est symptomatique d'une impatience ouvrière puisque le personnel avait été averti par affiches apposées dans l'usine que le patron allait se conformer aux accords Matignon. Mais l'affiche ne précisait pas le montant de l'augmentation. Il faut dire que la demande ouvrière – une hausse des salaires de 50 % – était largement supérieure au contenu de l'accord national. Quant au patron, il proposait 30 % pour les salaires les plus faibles, puis 20 et 10 %<sup>26</sup>. Un accord est finalement signé le deuxième jour de la grève entre délégués des ouvriers et ouvrières et l'employeur sous la médiation du maire<sup>27</sup>.

Ce conflit est quasi idéal-typique des grèves que connaît le pays et des scènes d'occupation décrites par Simone Weil<sup>28</sup>, comme en témoigne le compte rendu de cette unique occupation quimperloise paru dans *L'Ouest-Éclair* :

« À l'heure où nous transmettons ces quelques lignes, l'on continue à bavarder et à chanter dans les établissements tandis qu'à la porte, les passants peuvent se rendre compte qu'«Aujourd'hui, on n'embauche pas : Grève générale»<sup>29</sup>. »

Les personnels en grève ont rapidement usé de la puissance symbolique de ce moyen d'action qui se diffuse alors dans tout le pays au travers des occupations. Antoine Prost a souligné comment la dynamique de la grève générale se conjugue dans le même temps, mais sur un autre plan, au recours à la fête :

« Par sa généralité même, la grève dépasse la simple lutte revendicative pour affirmer l'existence et la force d'un groupe solidaire et amener le patronat et l'encadrement à reconnaître à tous ses membres une existence propre, des besoins légitimes et la considération. L'appartenance à une communauté, la conscience de constituer une classe et de la faire reconnaître par toute une société s'expriment sur le registre plus émotif, plus chaleureux de la fête<sup>30</sup>. »

Autant un tel conflit est intéressant à appréhender dans toutes ses dimensions pour comprendre les enjeux de ce vaste mouvement social, autant il ne doit pas cacher, pour en revenir à Quimperlé, la très faible mobilisation de la population ouvrière de la ville. En effet, une seule autre grève éclate le 18 août. Les ouvriers du garage Guillou arrêtent le travail pour réclamer une augmentation de salaire. Le patron répond tout de suite à la demande, selon la presse, en payant les congés

26. *L'Union agricole et maritime*, 19 juin 1936.

27. *La Dépêche de Brest*, 17 juin 1936.

28. WEIL, Simone, *Grèves et joie pure*, Paris, Libertalia, 2016 [recueil d'articles publiés dans la revue *La Révolution prolétarienne*, 1936], 80 p.

29. *L'Ouest-Éclair*, 16 juin 1936.

30. PROST, Antoine, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2006, p. 98.

payés<sup>31</sup>. Comme dans la plupart des conflits de la fin du printemps et de l'été 1936, les employeurs en état de sidération répondent rapidement aux demandes avant de se ressaisir quelques mois plus tard.

Nous retrouvons ici deux attitudes du patronat : soit l'employeur prévient le conflit en appliquant les accords Matignon, soit il temporise en espérant gagner du temps. En général, cette dernière option se traduit rapidement par une grève. C'est le cas pour les garages. La direction de l'usine la plus importante, les papeteries Mauduit, préfère la première solution et accorde quinze jours de congés payés à prendre à partir du 15 août. L'administrateur américain, M. Stafford, décide d'offrir un banquet à l'ensemble du personnel. 200 repas sont ainsi servis. « M. Roch [un représentant des personnels ou un cadre ouvrier] tint, au nom des ouvriers et ouvrières, à faire remarquer l'entente parfaite régnant dans les usines de Kérisole entre personnel et direction et rappelle toutes les décisions heureuses prises en leur faveur par une direction soucieuse du bien-être de ses compagnons<sup>32</sup>. » La direction met même, pendant 15 jours, un véhicule à la disposition des salariés pour le trajet Quimperlé-Le Pouldu. Une telle entente est restée unique dans le département.

Au total, les accords Matignon ont permis aux salariés d'obtenir en théorie les quarante heures, les congés payés, des augmentations de salaire, un droit syndical renforcé et les conventions collectives appelées « contrats collectifs de travail ». Dans la réalité, l'application de ces acquis ne se propage que très lentement, voire pas du tout à l'exemple des quarante heures non appliquées dans l'agriculture ou du pouvoir d'achat rapidement rogné. Le patronat cède après des discussions âpres sur les salaires, mais se rattrape en faisant traîner le plus possible les autres points prévus dans les accords. Le dernier accord signé sur les quarante heures concerne les ouvriers coiffeurs de Quimperlé. Il devient effectif le 13 juillet 1939<sup>33</sup>.

### *Le printemps syndical*

#### La CGT

Malgré une activité revendicative publique faible, de nombreuses négociations ont dû s'engager dans l'ensemble des corporations. Un des indices en faveur de cette hypothèse est le développement important de l'outil syndical. La création d'un syndicat est la plupart du temps le préalable pour construire un minimum de rapport de force afin d'entamer les discussions. L'union départementale CGT, réunifiée après le congrès de Brest du 8 décembre 1935, progresse fortement, passant au moment de la fusion de 6 500 adhérents en 1935 – auxquels il faut ajouter les 600 encartés de la CGTU – à 17 500 en 1936

31. *L'Ouest-Éclair*, 19 août 1936.

32. *L'Écho de Bretagne*, 21 août 1936.

33. Arch. dép. Finistère, 10 M 12, tableau des repos hebdomadaires.

et 28 500 l'année suivante. Pour gérer un tel afflux d'adhérents inexpérimentés, il devient indispensable pour le syndicat de démultiplier les unions locales interprofessionnelles sur l'ensemble du département. L'union locale CGT de Quimperlé, venant renforcer un réseau qui se densifie, est officiellement créée le 17 janvier 1937<sup>34</sup> avec onze syndicats représentant un millier d'adhérents parmi lesquels des syndicats importants : papeteries, alimentation et métallurgie, qui revendiquent respectivement 295, 195 et 150 adhérents<sup>35</sup>. Pour autant, la syndicalisation, même si elle est en très forte progression n'atteint pas, et de loin, la moyenne nationale. En 1937, la CGT syndique 10,20 % de la population salariée du pays alors que le pourcentage du Finistère culmine à 3,86 %. Le Finistère reste un département rural et le groupe ouvrier le plus important, celui des ouvriers agricoles, est difficile à organiser face aux appareils agrariens.

La pérennité des structures syndicales reste très aléatoire. L'union locale de Quimperlé connaît rapidement des difficultés. Deux exemples l'illustrent : le syndicat des ouvriers métallurgistes quimperlois directement lié au personnel de l'usine Merrien, dont nous avons évoqué la grève, revendique à sa création 150 adhérents. Il n'existe plus, à notre connaissance, au printemps 1937, après le licenciement du délégué syndical à la mi-mars<sup>36</sup>. En juin 1937, un syndicat du bâtiment se structure. « Faute de militants, il ne tient que deux mois<sup>37</sup> ». La CGT a tenté de percer également chez les ouvriers agricoles, notamment parmi ceux qui habitent la commune. 130 ouvriers (catégorie des ouvriers travaillant plus de 120 jours par an) y étaient recensés en 1929<sup>38</sup>. Les résultats ne sont pas à la hauteur de l'investissement du syndicat. Le syndicat CGT des paysans travailleurs de Quimperlé dépose ses statuts le 6 octobre 1936, comme celui des ouvriers agricoles de Scaër qui fait de même le 21 décembre suivant<sup>39</sup>. Mais aucun des deux ne donne ensuite le moindre signe de vie.

#### La CFTC

Les quelques syndicats autonomes assez directement liés aux employeurs comme les Syndicats professionnels français, dépendants organiquement du Parti social français (PSF) du colonel de La Rocque, n'ont aucune implantation à Quimperlé : en dehors de la CGT, seule la Confédération des travailleurs chrétiens (CFTC) parvient à fixer un noyau dans la ville. Mais la progression des effectifs reste anecdotique par rapport à ceux de la CGT et très en retrait des résultats de l'union départementale du syndicat chrétien qui, elle, se développe et atteint les 6 400 adhérents pendant la période. Pourtant, la direction des œuvres du diocèse de Quimper, sous la conduite du

34. *Le Breton socialiste*, 23 janvier 1937.

35. Arch. dép. Finistère, 10 M 2, liste des syndicats.

36. *Ibid.*, 10 M 68.

37. *Le Finistère syndicaliste*, mai 1937.

38. Arch. dép. Finistère, 7 M 248, 30 janvier 1930, rapport d'enquête sur la main-d'œuvre agricole.

39. *Ibid.*, 15 U 25/3.

chanoine Julien Le Goasguen, organisateur hors pair, cherche par tous les moyens à construire le syndicalisme chrétien. La CFTC est conçue comme un outil d'apostolat qui permet de faire barrage à la progression de la CGT, accusée des pires ignominies autour de la question espagnole et notamment du sort des personnels religieux.

### *La montée en puissance des appareils partisans*

#### Les forces adverses

Dans le groupe des forces adverses, j'ai pris le parti d'inclure toutes les organisations qui interviennent dans la sphère publique en opposition au Front populaire, y compris donc l'appareil partisan de l'Église catholique.

#### *Les cléricaux*

La pratique religieuse, appréhendable à partir des relevés précis qu'en fait l'Église, paroisse par paroisse, s'épuise à l'est de Quimper sans se réduire partout avec la même intensité<sup>40</sup>. Les communes au nord de Quimperlé, autour d'Arzano, connaissent encore un taux important et, indice important, un écart très faible entre les Pâques et l'assiduité dominicale. Ce secteur, incursion du Vannetais dans la Cornouaille pour reprendre une image d'Yves Le Gallo, tranche particulièrement avec le reste de l'arrondissement. À Bannalec, la pratique dominicale est passée de 97,2 % en 1912 à 10 % en 1936, « sans guère probablement d'équivalent en France<sup>41</sup> ». Comment la ville de Quimperlé se situe-t-elle dans ce paysage ? Dès 1912, « la grande majorité des hommes s'abstient d'aller à la messe, ainsi qu'un nombre important de femmes<sup>42</sup> ». Quant au repos dominical, il y est très mal observé. La ville de Quimperlé offre de ce point de vue également un profil assez commun aux ensembles urbains de taille moyenne.

C'est dans ce contexte que l'Église essaye de perpétuer son emprise hégémonique au travers des comités paroissiaux qui sont de véritable association de défense du cléricisme. Ces comités, regroupés au niveau départemental, sont bien plus puissants dans le nord du département, notamment en « Terre des prêtres ». Affiliés au niveau national à la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, ils revendiquent 40 000 hommes et 40 000 femmes sur l'ensemble du département. Sur la commune de Quimperlé, la paroisse de Notre-Dame regroupe 200 adhérents en 1938 et celle de Sainte-Croix 85. Cependant, là également, la rétractation est incontestable puisque cette seconde paroisse regroupait 145 cotisants en 1934, au plus fort moment des affrontements avec les anticléricaux.

Ces comités organisent régulièrement des formations fondées sur les résultats des enquêtes diligentées par l'Évêché. En 1936, ils travaillent sur deux enquêtes : une

40. Arch. diocésaines de Quimper, 4 F 20/1.

41. LAGRÉE, Michel, *Religion et cultures en Bretagne 1850-1950*, Paris, Fayard, 1992, p. 75.

42. Arch. diocésaines de Quimper, 4 F 20/1.

première sur l'implantation du communisme et une seconde sur la presse vendue, paroisse par paroisse. Les comités envoient leurs observations au diocèse qui en produit une synthèse départementale<sup>43</sup>. C'est à partir de ce travail que se tient l'assemblée générale de l'Union catholique de l'arrondissement de Quimperlé, le 25 novembre 1936, lors de laquelle, Jean Le Gall, directeur de *L'Union agricole et maritime* « esquissa les différentes positions de la presse lue dans tout l'arrondissement ». Un jeune militant y « lut un rapport des plus détaillés et des plus précis, sur l'organisation communiste dans la région quimperloise<sup>44</sup> ». Ces comités, comme les organisations de jeunesse (JOC, JAC principalement), servent surtout de vecteurs de propagation d'un « sens commun » propre à perpétuer l'hégémonie culturelle. Les comités ne limitent cependant pas leur activité à ces formations. Ils peuvent se mobiliser et parfois de manière fort rugueuse, comme nous l'avons déjà souligné.

### *Les agrariens*

Les conséquences de la crise de 1929 se sont faites sentir avec un temps de décalage en France, générant fermetures d'entreprises et chômage. Les campagnes ont vécu également une situation difficile. Le début de la période est marqué par la mobilisation du monde rural autour de ses élites. Le moment de basculement dans cette nouvelle phase est symbolisé par une manifestation départementale appelée par les élites agrariennes le 29 janvier 1933, sous la direction de l'Office central de Landerneau. Elle réunit 20 000 personnes à Quimper selon les organisateurs (12 000 selon les autorités de l'État). Dorgères y participe aux côtés du président de l'Office central de Landerneau, Hervé Budes de Guébriant.

Dans les campagnes, la période génère des velléités d'émancipation et la lutte pour l'hégémonie glisse parfois à l'affrontement. L'attitude coercitive des agrariens est d'autant plus forte qu'ils se rendent compte que les forces de gauche commencent à marquer des points dans les campagnes, notamment en portant la contradiction systématiquement dans les meetings dorgéristes. Tanguy Prigent, de la Confédération nationale paysanne, et Joseph Marzin, de la Confédération générale des travailleurs paysans de tendance communiste, veulent donc intervenir à la tribune d'un meeting organisé à Quimperlé en avril 1935, mais Dorgères s'en prend physiquement au jeune militant socialiste morlaisien devant 1 800 à 2 000 paysans, sans lui laisser la parole<sup>45</sup>. La réunion a été organisée conjointement par les dorgéristes et le syndicat des agriculteurs de l'arrondissement, ce syndicat qui porte l'année suivante la candidature de Louis Monfort.

43. Cette synthèse est publiée comme chapitre dans un ouvrage qui paraît en 1937 : « Propagande communiste, socialiste et antireligieuse dans un département de l'Ouest », dans *Une enquête sur le communisme*, Paris, SPES, 1937, p. 41-56.

44. *L'Ouest-Éclair*, 26 novembre 1936.

45. Arch. dép. Finistère, 1 M 230, 8 avril 1935, commissaire de police de Quimperlé.

*Les droites*

Les démocrates populaires, parti de centre droit d'inspiration démocrate chrétienne, ont réussi très rapidement à construire un réseau de sections dans l'arrondissement. Dès 1920, il existe une section du Parti démocrate populaire (PDP) à Quimperlé. Victor Balanant a été bien élu sur liste départementale en 1919. Classé cinquième sur les bulletins de vote, les électeurs l'ont porté à la deuxième place. Il est réélu une dernière fois en 1924, laissant ensuite la place au radical Jules Le Louédec, une page se tournant ainsi dans la circonscription.

Pourtant, le PDP s'y appuie sur plusieurs sections, ce qui en fait un des points d'ancrage du parti dans le département. Les démocrates populaires disparaissent cependant de l'espace public à un moment où les positions des uns et des autres se radicalisent, laissant peu d'espace aux organisations partisans centristes.

*Extrême droite*

À l'extrême droite, les Croix de feu deviennent le Parti social français (PSF) après leur dissolution par le gouvernement Blum le 18 juin 1936. Le développement de ce parti est fulgurant. Nous avons deux chiffres pour Quimperlé : 40 adhérents en janvier 1935 et 200 en octobre 1936<sup>46</sup>. Vraisemblablement, cette progression se poursuit au-delà si l'on se réfère à la tendance départementale qui fait que ce parti devient bientôt la première force politique du Finistère. Pourtant, quand il organise des réunions, elles sont peu fréquentées – 300 participants, par exemple en janvier 1936<sup>47</sup> –, ce qui peut s'expliquer par la mobilisation systématique des militants antifascistes.

Pour contrecarrer ces actions qui refroidissent l'ardeur de ses sympathisants, le PSF se rabat sur des réunions privées, avec carte d'invitation, lui permettant d'éviter les situations de tension. En contrepartie, comme le note le commissaire de police, « la population quimperloise très mécontente de cette initiative avait fait autour de cette réunion la conspiration du silence et s'est abstenue en grande partie de répondre aux initiatives<sup>48</sup> ». L'aspect secret de ces initiatives inquiète effectivement d'autant plus que le PSF organise des parades paramilitaires et n'hésite pas à faire le coup de poing à quelques occasions dans le nord du département, fief de son fondateur, le commandant Leclerc. Le PSF, malgré son développement, n'a de fait pas réussi à peser réellement dans le débat public local, du fait notamment qu'il se tient à l'écart du champ électoral.

---

46. *Ibid.*, 1 M 227, 16 octobre 1936, commissaire de police de Quimperlé.

47. *Ibid.*, 1 M 227, 14 janvier 1936, commissaire de police de Quimperlé.

48. *Ibid.*, 1 M 227, 11 octobre 1936, commissaire de police de Quimperlé.

### Du côté du Front populaire

Dans le camp du Front populaire, les partis comme les autres organisations ont profité de la période de politisation au travers des mobilisations antifascistes et de la dynamique unitaire. Ils se sont tous renforcés à des degrés divers. Pour autant, il est compliqué de connaître la réalité à l'échelle d'une ville.

#### *Pc*

Le Parti communiste est incontestablement l'organisation qui progresse au cours de la période 1934-1936. Le Front populaire marque le moment de passage de certaines organisations politiques vers des partis de masse, le Pc, ainsi que le PSF, étant les plus représentatifs de cette nouvelle situation. Le Pc passe de 650 cartes en 1935 à 1 800 l'année suivante dans le département<sup>49</sup>. Les sources ne permettent cependant pas d'en connaître le nombre à Quimperlé. Par contre, l'enquête de l'évêché sur le communisme, que nous avons évoquée, constate que « la poussée communiste dans l'arrondissement de Quimperlé [n'est] pas bien forte ». Sur Quimperlé même, « il a été noté une bonne centaine dans une cellule constituée, et un groupe de Jeunesse Communiste de 30 à 50 jeunes gens de 16 à 20 ans ». L'estimation est très approximative puisque les candidats du parti n'ont que 79 voix aux élections législatives sur la ville et 181 lors des cantonales à l'automne l'année suivante.

À la question de l'enquête de l'évêché : « Quelles professions exercent-ils ? », la réponse est éclairante :

« En tête et comme meneurs nul n'ignore l'influence néfaste des instituteurs, vrais porte-voix de Moscou. Cette influence se porte surtout sur les ouvriers agricoles et de la ville (conserves, papeteries) et en général sur la majeure partie de ceux qui sont payés par l'État, fonctionnaires et pensionnés<sup>50</sup>. »

Ces observations corroborent globalement ce que nous pouvons observer à l'échelle du département. Les priorités de construction du parti sont bien repérées ainsi que les modes d'intervention : les militants vendent *L'Humanité* à la criée, surtout dans le quartier populaire du Poullou. Le rôle des instituteurs est ici sans doute exagéré : les communistes sont très minoritaires dans la profession. Comme ce sont des instituteurs qui animent tous les combats anticléricaux, la hiérarchie catholique se focalise sur eux. La remarque sur l'influence communiste auprès des ouvriers agricoles est également pertinente. D'ailleurs, le Pc a présenté un jeune ouvrier agricole de Mellac aux élections législatives.

49. MARTELLI, Roger, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Pantin, Fondation Gabriel Péri/Département de la Seine-Saint-Denis, 2010, p. 79.

50. Arch. diocésaines de Quimper, « Enquêtes 1936-40, Communisme – Laïcisme – Auberges de jeunesse – Presse ».

*SFIO*

La SFIO connaît également une hausse du nombre de ses adhérents dans le département, mais pas dans les mêmes proportions. Entre 1935 et 1937, acmé du recrutement, les effectifs ont doublé passant de 900 à 1 935. Neuf sections, dont celle de Quimperlé, quadrillent alors le sud du Finistère. Comme pour le Pc, le nombre d'adhérents de Quimperlé est impossible à connaître, faute de sources. Les estimations faites par certains contemporains, si elles nous renseignent sur l'idée qu'ils s'en font, divergent beaucoup trop pour donner une indication fiable. Le Louédec leur attribue huit adhérents en ville<sup>51</sup>. Bien entendu, cet observateur a tout intérêt à minimiser l'importance de la section socialiste de la ville qui a eu un rôle certain dans le refus de lui donner une carte d'adhésion au comité local de Front populaire. Les cléricaux les estiment de leur côté à 400, ce qui est largement surévalué puisque, dans la commune de Quimperlé, la SFIO obtient 47 voix lors des élections législatives et 203 voix lors des élections cantonales d'octobre 1937. La progression est importante et reflète une progression sensible de l'organisation socialiste. Cette section était déjà une des plus solides du département en 1930<sup>52</sup>.

La section socialiste pratique – et c'est à relever – une politique unitaire constante avec le Pc local. Une première réunion s'est tenue en juillet 1936. Ensuite, les partis de Front populaire poursuivent une politique unitaire à Quimperlé bien plus longtemps que dans le reste du département. Les rapports entre Pc et SFIO ont été suffisamment bons pour que les deux organisations se rencontrent lors d'une assemblée générale commune le 7 juillet 1936 à laquelle ont participé 40 militants<sup>53</sup>. Cette politique unitaire se poursuit publiquement jusqu'au début de l'année 1939 au sein du comité de Front populaire local. Quant au Parti radical-socialiste, il n'a aucune activité publique dans la ville. Les forces vives du radicalisme se concentrent autour du fief de Cadoret à Pont-Aven alors même que le père du maire, Jules Le Louédec, était une figure du parti, député puis sénateur-maire<sup>54</sup>.

---

51. *L'Écho de Bretagne*, 24 avril 1936.

52. Par le nombre de mandats qui lui étaient attribués lors du congrès fédéral, *Le Breton socialiste*, 11 et 15 janvier 1930.

53. *Ibid.*, 18 juillet 1936.

54. BOUGEARD, Christian, *Les forces politiques en Bretagne. Notables, élus et militants (1914-1946)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 73.

## Phase trois : tensions internationales, persistance des grèves et contre-offensive

### *La question des réfugiés*

La période du Front populaire est marquée par une situation internationale qui n'arrête pas de se tendre. Le 18 juillet 1936, la nouvelle du coup d'État du général Franco en Espagne confirme, s'il le fallait, combien la paix est fragile. La question espagnole prend très vite une place importante dans la vie politique française. Aux débats sur l'aide aux républicains espagnols tranchés rapidement par le refus de Léon Blum, succèdent les départs des militants dans les Brigades internationales et l'accueil des réfugiés.

Parmi les militants qui se sont engagés dans la guerre d'Espagne, pour leur grande majorité des communistes, plusieurs d'entre eux ne revinrent pas. C'est le cas de Joseph Lancien, le jeune candidat du Pc lors des élections législatives. Il décède sur le front de Teruel en 1938. Quant à la question des réfugiés, elle marque la population qui peut constater *de visu* les conséquences de ces affrontements. Quimperlé fait partie des onze communes du département à accueillir plus de cinquante réfugiés au cours de la période. Les réfugiés arrivent dans le Finistère en deux vagues, l'une en 1937 avec plus de 2 000 réfugiés et l'autre en 1939 quand le département en accueille le double, lors de la *Retirada*.

L'aide repose en partie sur les initiatives militantes. Vêtements, argent sont récoltés. Un bal est ainsi organisé par les organisations de gauche, y compris la SFIO, ce qui n'est pas le cas partout, au profit des enfants en juillet 1937<sup>55</sup>. Le soutien des organisations ouvrières reste constant devant les épreuves traversées par les femmes, enfants et « vieillards » hébergés. Les mairies font également appel aux dons, ne pouvant assumer à elles seules la charge que représente l'accueil des réfugiés. Mais la situation sociale se tendant, les édiles municipaux adoptent rapidement une attitude fermée dans plusieurs communes du Finistère dont Quimperlé. Le maire, Le Louédec, écrit ainsi au préfet :

« La plupart des réfugiées invoquent que leur mari, leur père ou leurs frères sont internés dans le midi de la France. D'autres invoquent le cas de parents fusillés ou en prison sans pouvoir, bien entendu, fournir la moindre preuve. D'autres enfin veulent partir en Amérique, en Belgique ou en Russie sans rien faire pour cela. [...]. Tout porte à croire que la grande majorité d'entre eux habitués maintenant à une vie de complète oisiveté ne cherche qu'à continuer ce genre de vie malgré une certaine hostilité que commence à leur manifester une partie de la population en raison des frais très élevés qu'ils occasionnent aux contribuables [...] nul doute qu'il ne faille un jour avoir recours à de sérieuses mesures de coercition si on veut les voir enfin quitter notre territoire<sup>56</sup>. »

55. *Le Breton socialiste*, 18 juillet 1936.

56. Lettre du maire de Quimperlé citée par LE BOULANGER, Isabelle, *L'exil espagnol en Bretagne – Bretagne et altérité (1937-1940)*, Carhaix, Coop Breizh, 2016, p. 355.

La solidarité se heurte aux inquiétudes grandissantes de la fin de la période.

Les derniers réfugiés à partir le font le 6 novembre 1939, mais ne voulant pas retourner en Espagne, et pour cause, ils ont envoyés dans un camp d'internement à Hendaye<sup>57</sup>.

### *Les grèves en 1937-1938*

La première vague de grève finistérienne finit par s'épuiser en septembre 1936. Plus aucun conflit ne voit le jour en octobre puis une seconde vague débute en novembre. Deux grèves touchent Quimperlé : une nouvelle fois, les garages se mobilisent du 21 au 24 décembre avec trente-trois grévistes. Le 28, ce sont six ouvriers d'une entreprise du bâtiment qui cessent le travail jusqu'au 2 janvier 1937. La durée des conflits s'allonge, signe d'un raidissement patronal. En effet, les ouvriers ont fait collectivement le choix du conflit parce que les employeurs ont joué l'usure pour l'application des quarante heures. Il leur faut faire trois jours de grève pour que les patrons consentent à ouvrir des négociations. Là encore, c'est un signe de changement dans les rapports de force alors que les accords ne sont pas appliqués partout et que l'inflation rogne sévèrement le pouvoir d'achat.

Après ces quelques épisodes grévistes, la conflictualité devient exceptionnelle en 1937. L'usine de métallurgie Merrien est arrêtée pendant cinq jours du 18 au 22 mars pour demander la réintégration d'un délégué syndical licencié. Il avait tenté de persuader ses collègues de ne pas travailler un samedi en remplacement du lundi suivant. Sur 120 salariés, 110 arrêtent le travail dès le lendemain, démontrant ainsi leur solidarité avec le délégué. Le 18 mars, deux autres usines de plus petite taille arrêtent également le travail, mais le mouvement s'arrête le 22. Les ouvrières et ouvriers reprennent le travail alors que le délégué qui a reçu six jours de salaire et six jours de congé payé est définitivement licencié<sup>58</sup>. L'état de sidération du patronat, observé au printemps et pendant l'été 1936, n'est plus d'actualité. La coercition l'a remplacé.

Pourtant, au niveau départemental, l'année 1937 est la plus combative depuis la fin de la guerre. Même les grèves de 1919 et 1920 n'ont pas atteint de tels niveaux : 88 031 journées de grève pour lesquelles le secteur du bâtiment contribue à hauteur de 91,39 %.

### *Les limitations à la grève*

La répression – l'exemple de l'usine Merrien est loin d'être isolé dans le département – n'explique pas à elle seule la baisse des mobilisations en 1937 (hormis le bâtiment) et 1938. Il faut compter aussi avec de nouvelles règles de dialogue social,

57. *Id.*, *ibid.*, p. 358.

58. Arch. dép. Finistère, 10 M 69, 17, 18, 19, et 22 mars 1937, commissaire de police de Quimperlé.

l'arbitrage obligatoire. C'est dans ce cadre qu'il faut aborder l'épuisement de la combativité dans l'ensemble des corporations.

La recrudescence des grèves au niveau national inquiète la direction confédérale de la CGT qui cherche à limiter les conflits par crainte de gêner le gouvernement de Front populaire. Charles Berthelot, de retour du comité confédéral national de la CGT, lance, en avril 1937, un appel à la discipline des syndiqués, expliquant qu'un appel à la grève doit être exclusivement lancé par le syndicat ou la fédération<sup>59</sup>. Parfois, les responsables départementaux interviennent pour arrêter une grève ou la reporter. C'est le cas à Quimperlé en juin 1937 quand le secteur du bâtiment vote le principe d'une grève. Lors d'une réunion avec Gustave Marquet – permanent CGT à Quimper, par ailleurs militant socialiste et secrétaire du comité départemental de Front populaire –, la grève est annulée. Voici ce qu'en dit le rapport de police : « la décision de faire grève [...] a été reportée à l'issue de la réunion tenue le 6 [...] et après une énergique intervention à ce sujet de Monsieur Marquet<sup>60</sup> ». Cette intervention syndicale paraît en décalage avec la mobilisation de la corporation. Un millier de grévistes ont été recensés en avril dans la région brestoise et 1 200 ont fait grève le 3 juin, soit trois jours avant l'intervention de Marquet. Au début du mois d'octobre, ce sont 5 000 ouvriers du sud du département qui arrêtent le travail pour la plus grande grève corporative de la période dans le Finistère. Gustave Marquet revient pourtant en mai 1938 sur les stratégies syndicales avec un regard critique et « voit la cause de la situation intérieure dans un manque de psychologie des masses ouvrières en 1936 et 1937. Il ne fallait pas s'arrêter en route, il ne fallait "ni pause, ni trêve"<sup>61</sup> ». Il a pourtant participé à appliquer cette orientation.

Mais ce sont surtout les règles nouvelles du dialogue social qui portent un coup sévère aux mobilisations. La loi votée le 31 décembre 1936 a introduit une dimension nouvelle dans les rapports conflictuels employeurs-salariés, avec l'accord de la CGT et vise à limiter la conflictualité permanente. Ce texte règlemente de manière précise le chemin obligé de toute négociation et réduit dans les faits le droit de grève. Un point est important pour comprendre la dynamique à l'œuvre : aucune sanction n'est prévue en cas de non-application d'une « sentence arbitrale », c'est-à-dire, en réalité, lors du refus patronal d'accepter une décision qui ne lui convient pas. Les salariés ne sont pas, de leur côté, en mesure de refuser l'application d'une sentence.

Cette loi balise la résolution des conflits en prévoyant trois degrés d'arbitrage. La conciliation qui doit se conclure en quatre jours cède la place, en cas d'échec, à l'arbitrage puis au sur-arbitrage conduit par un arbitre choisi dans les grands corps

---

59. *Le Finistère syndicaliste*, mai 1937.

60. Arch. dép. Finistère, 10 M 68, 7 juin 1937, commissaire de police de Quimperlé.

61. *Ibid.*, 1 M 242, 1<sup>er</sup> mai 1938, commissaire de police de Concarneau.

de l'État en dernier recours. Ces règles asymétriques épuisent les résistances par une forme de coercition de faible intensité.

« La CGT a laissé fonctionner un mécanisme dangereux sous le label de Front populaire et se contente d'accuser le successeur d'en détourner l'usage : le raisonnement n'a pas résisté à l'affrontement de classe » écrit avec raison Jean-Pierre Rioux<sup>62</sup>. En témoignent, dans le département et à Quimperlé, les ouvriers du bâtiment quimperlois qui se voient imposer une longue attente pour leur demande d'augmentation de salaire. Le 11 mars 1937, la CGT revendique une hausse de 0,70 franc de l'heure. La conciliation de donne rien, l'arbitrage, un mois après le 12 avril, n'aboutit pas non plus. Le surarbitre rend une décision le 29 mai, presque trois mois après la demande initiale. Le résultat final ne convient pas aux ouvriers puisqu'ils décident de faire grève, grève suspendue comme nous l'avons vu après l'intervention de Marquet. Cette lenteur finit par étouffer toute velléité de mobilisation, surtout que le patronat ou les représentants de l'État considèrent que les grèves sont devenues illégales dès que toutes les étapes de la conciliation n'ont pas été observées.

### *Le 30 novembre 1938*

Édouard Daladier prononce un discours radiodiffusé le 21 août 1938 « pour remettre la France au travail », portant un coup d'arrêt aux quarante heures. L'estocade contre le Front populaire social commence. Le comité de Front populaire de Quimperlé, un des rares qui soit encore actif, s'il approuve lors de sa réunion du 28 août les dérogations dans le domaine de la Défense nationale, critique l'extension de ces dérogations, « alors que dans plusieurs corporations il n'y a même pas 40 heures de travail à donner aux ouvriers<sup>63</sup> ».

Pour protester contre ces attaques, une journée de mobilisation a été fixée au 26 novembre par le congrès confédéral de la CGT qui s'est tenu à Nantes dix jours auparavant. 300 personnes se rassemblent à Quimperlé ce samedi-là<sup>64</sup>, ce qui est un résultat honorable au regard des conditions du moment, des tensions internationales et de la pression des autorités. La veille, la CGT a décidé d'appeler à la grève générale le 30 novembre. La réunion du 26 devient donc de fait une réunion de préparation de la journée de grève.

La coercition d'État n'a pas eu à s'appliquer à grande échelle : les menaces eurent un effet préventif. Alors que l'hypothèse d'une grève est connue dès le

---

62. RIOUX, Jean-Pierre, « La conciliation et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail », dans RÉMOND René et BOURDIN Janine (dir.), *Édouard Daladier, chef de gouvernement*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 114.

63. *Le Breton socialiste*, 10 septembre 1938.

64. Arch. dép. Finistère, 10 M 64, 27 novembre 1938, commissaire de police de Quimperlé.

congrès de Nantes, la CGT tergiverse, laissant le temps au gouvernement de préparer préventivement la riposte. Des ordres de réquisition, avec la menace d'une révocation à la clé, assignent au travail l'ensemble des fonctionnaires. La troupe est mobilisée et, en arme, est présente dans les rues, les infrastructures essentielles et les bâtiments publics. Quatre-vingt-quinze soldats du 137<sup>e</sup> RI sont ainsi déployés le long de la voie de chemin de fer entre Quimperlé et Quimerc'h. La presse quotidienne locale a, par ailleurs, largement illustré de nombreux articles avec des photographies de la troupe en arme patrouillant, notamment à Brest. L'effet dissuasif pèse lourd. De plus, le gouvernement ayant interdit toute manifestation le 30, la CGT a donné comme consigne de ne pas se grouper dans la rue, laissant les grévistes à l'abandon.

Cette grève est un échec dans le Finistère en termes de participation, à part quelques poches de combativité. Le bilan sur Quimperlé n'est pas meilleur, d'autant plus que des manœuvres d'évitement ont été mises en place par certains syndicalistes. Ainsi, le secrétaire du syndicat des papeteries Mauduit a-t-il demandé à ce que le personnel de l'entreprise soit mis en congé le 30 novembre avec récupération de la journée perdue le dimanche suivant. Le relevé des grévistes parmi les fonctionnaires n'en mentionne que quinze, chez les enseignants principalement. Dans le secteur privé, seuls deux garages sont concernés. Dans le premier, six ouvriers sur dix ont fait grève et un sur quatre dans le second<sup>65</sup>.

Le lendemain de la grève, le 1<sup>er</sup> décembre, plusieurs milliers de salariés finistériens, grévistes la veille, ne peuvent accéder à leur lieu de travail, sous le coup de la répression. Même si, pour la très grande majorité d'entre eux, l'interdiction reste limitée à une journée, la leçon est vite retenue. La répression, méthodiquement organisée, se fait en deux temps. L'intimidation, que nous venons d'évoquer, ne dure qu'une journée, le lendemain de la grève. Elle touche de très nombreux salariés, essentiellement dans les centres actifs du mouvement ouvrier finistérien. La base vient d'être punie et de recevoir un avertissement à peu de frais.

Une deuxième phase se prépare, plus sélective qui cherche à couper les animateurs du mouvement syndical de leur base : 145 militants syndicaux sont finalement révoqués sur l'ensemble du département. Le fait qu'il n'y en ait eu aucune à Quimperlé s'explique à la fois par la faiblesse de la mobilisation ouvrière et par l'absence de dirigeants syndicaux sur la ville. En tout état de cause, le mouvement syndical est totalement décapité dans le département. Seuls quelques rares communiqués comme celui du comité de Front populaire de Quimperlé – une nouvelle fois – demandent des « mesures d'apaisement vis-à-vis des grévistes<sup>66</sup> ».

---

65. *Ibid.*, 10 M 64, 30 novembre 1938, commissaire de police de Quimperlé.

66. *Le Finistère syndicaliste*, janvier 1939.

La combativité ouvrière se fige ensuite littéralement dans une *apathy*<sup>67</sup> suscitée par cette atmosphère générale de répression du mouvement ouvrier.

Au niveau national, la rupture politique était consommée quand le Parti radical-socialiste quitte le Comité national du rassemblement populaire le 12 octobre 1938, après que le PC eut dénoncé violemment les accords de Munich signés le 29 septembre précédent. Cette rupture, comme le vote de la confiance à Daladier le 10 décembre – que seuls PC et SFIO n'approuvent pas – n'entame pas l'unité au niveau local. En effet, le comité de Front populaire semble être un des derniers du département à avoir une expression publique, mais les positions qu'il prend indiquent clairement que les radicaux socialistes n'y participaient pas sur la ville.

## Conclusion

L'étude du « moment Front populaire » resserrée à l'échelle d'une ville permet d'avoir une approche au raz des événements. Cependant, cette approche n'est fructueuse que s'il est possible de l'insérer dans une connaissance plus large, à l'échelle départementale au minimum. Cette focale permet de bien repérer au préalable les lignes de force qui se déploient sur l'ensemble du département et s'observent plus difficilement à l'échelle de la ville, *a fortiori* quand il s'agit d'une ville de taille moyenne comme Quimperlé.

De ce point de vue, nous pouvons dire que les résultats de l'observation ne diffèrent pas dans les grandes lignes de ce qui se constate dans les autres villes du département, isolées dans un environnement rural. Il est plus difficile, voire impossible, de cerner les oppositions de blocs, de décliner toutes les nuances des stratégies des appareils hégémoniques, de l'usage de la coercition quand le consentement ne fait plus recette. De même il n'est pas possible, avec cette focale, de rendre compte de l'opposition feutrée, mais constante et vigoureuse, entre l'Église et l'Office central de Landerneau.

Par contre, une telle approche – à hauteur d'homme pourrions-nous dire – permet de nuancer certaines images d'Épinal collées à la période du Front populaire. La grève « générale » ne l'a jamais été, comme nous le constatons à Quimperlé. C'est l'accumulation de grèves même sporadiques et très courtes qui donnent une tonalité nouvelle à la période. Le constat est identique pour l'un des acquis symboliques les plus connus des accords Matignon : les congés payés, qui ne profitent pas à l'ensemble du salariat, ainsi que d'ailleurs la plupart des autres acquis sociaux des grèves. Le mouvement social a, de fait, travaillé pour l'avenir puisque les revendications des grévistes deviennent, grâce au « moment Front populaire », une

---

67. BAJOTT, Guy, « *Exit, voice, loyalty... and apathy*. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, vol. 29/2, 1988, p. 325-345.

réalité quelques années plus tard avec l'application à la Libération du programme du Conseil national de la Résistance.

Jean-Paul SÉNÉCHAL  
docteur en histoire contemporaine, Université de Bretagne occidentale (UBO)  
chercheur associé au Centre de recherche bretonne et celtique  
(CRBC-EA 4451)

### *RÉSUMÉ*

Le moment Front populaire a largement marqué le Finistère catholique et rural. Les grands traits de la période, observables à l'échelle du département, s'imposent également à Quimperlé. La montée des tensions s'y repère aussi bien dans les bagarres entre laïcs et cléricaux que dans les longues négociations sociales et les rares grèves d'un tissu industriel très éclaté. L'effervescence du printemps et de l'été 1936 n'a, de fait, pas généré localement de grands mouvements sociaux et de traits particuliers. Et pourtant, même dans de telles conditions, Quimperlé s'est bien inscrite dans le mouvement général du moment Front populaire jusqu'à la chute finale, politique avec le départ des radicaux du rassemblement populaire et sociale avec la défaite cuisante de la grève générale du 30 novembre 1938. Mais ici, un peu à l'écart des grands centres urbains, les événements ont été vécus en demi-teinte.





